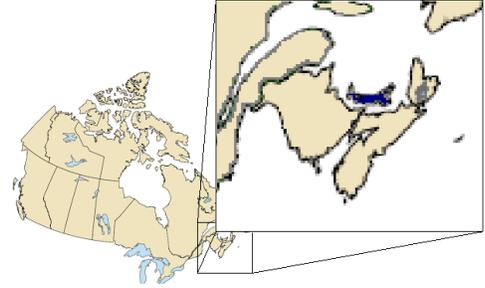




Analyse de l'environnement

Île-du-Prince-Édouard

2021



PRINCIPAUX FAITS SAILLANTS

- Les perspectives économiques mondiales se sont considérablement améliorées depuis l'automne de l'année dernière, représentant une croissance plus forte dans plusieurs économies avancées et un démarrage plus précoce que prévu des programmes de vaccination. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque du Canada ont tous deux mis à jour leurs projections pour 2021 et 2022.
- Dans ses dernières perspectives économiques mondiales de janvier, le FMI estime que l'économie mondiale s'est contractée de 3,5 % en 2020, ce qui représente une révision positive qui diffère de près d'un point de pourcentage complet par rapport à son estimation d'octobre, qui anticipait un déclin de 4,4 %. Cette trajectoire plus forte, ainsi que les politiques de soutien supplémentaires observées au Japon et aux États-Unis, a incité le FMI à revoir à la hausse sa projection de croissance pour 2021, en la portant à 5,5 %, contre 5,2 % en octobre. Par la suite, la croissance économique mondiale devrait ralentir, pour atteindre 4,2 % en 2022. Un certain nombre d'événements récents, notamment la résolution des négociations liées au Brexit et le changement de présidence des États-Unis, devraient favoriser un rétablissement des volumes des échanges commerciaux.
- Le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada a chuté de 5,5 % en 2020 en raison de la réponse à la pandémie de COVID-19. L'économie devrait récupérer une bonne partie de ce qu'elle a perdu en 2021 et 2022, avec la croissance d'au moins 4 % qui est prévue pour ces deux années, avant de ralentir quelque peu en 2023. Cette trajectoire suppose que les vaccins seront à la portée de tous les Canadiens d'ici la fin de 2021 et que les mesures de confinement seront moins sévères que celles mises en place lors des première et deuxième vagues survenues en 2020.
- Selon les premières prévisions des prévisionnistes du secteur privé, la croissance de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) devait avoisiner les 3 % en 2020. Cependant, les estimations révisées montrent maintenant que l'économie de l'Île se contracte de l'ordre de 3,5 %. L'important secteur touristique de la province a été sévèrement touché par la COVID-19, tout comme les industries connexes impliquant des activités en contact avec le public.
- La croissance continue de la population soutiendra la population active de l'Île au cours des prochaines années, laquelle devrait prendre de l'élan à mesure que les restrictions en matière de santé publique s'atténuent et que la bulle de l'Atlantique s'ouvre éventuellement à nos homologues de l'Atlantique – ce qui apportera une injection économique bien nécessaire au secteur du tourisme de la province, qui est malmené.

APERÇU GÉNÉRAL / CONTEXTE ÉCONOMIQUE

L'économie mondiale: contenir le virus et réussir la distribution des vaccins, clé des perspectives

Les perspectives économiques mondiales se sont améliorées considérablement depuis l'automne de l'année dernière, reflétant une croissance plus forte dans plusieurs économies avancées et un démarrage plus précoce des programmes de vaccination que prévu initialement. Dans ses plus récentes Perspectives de l'économie mondiale de janvier, le FMI estime que l'économie mondiale s'est contractée de 3,5 % en 2020, une amélioration par rapport à la baisse estimée de 4,4 % en octobre. Cette trajectoire plus solide, ainsi que les politiques de soutien supplémentaires au Japon et aux États-Unis, ont conduit le FMI à relever sa projection de croissance pour 2021 à 5,5%, contre 5,2 % en octobre. Par la suite, la croissance économique mondiale devrait se modérer à 4,2 % en 2022.

Malgré la trajectoire de croissance plus forte, la reprise économique mondiale restera néanmoins volatile et inégale jusqu'à ce que le virus soit davantage contenu et que les restrictions soient levées, ce qui ne se produira probablement pas avant la fin de 2021 dans les économies avancées et la mi-2022 dans les économies de marché émergentes (EME).

L'économie américaine a été particulièrement résiliente pendant la pandémie, en partie parce qu'il y avait moins de restrictions que dans d'autres économies avancées. Le PIB réel devrait augmenter de 5,0 %, compensant facilement une baisse estimée de 3,4 % en 2020. L'économie chinoise devrait être le leader de la croissance parmi les EME, avec une croissance de 8,5 % en 2021 avant de ralentir progressivement en 2022 et 2023 selon le FMI.

Le taux de change Canada – États-Unis, qui s'est apprécié d'environ 4 % depuis octobre, devrait se raffermir progressivement (quoique modestement) dans un contexte de hausse des prix des matières premières. Les marchés financiers mondiaux et les prix des matières premières ont réagi favorablement à l'arrivée des vaccins et à l'amélioration des perspectives de croissance mondiale. Les prix du pétrole, en particulier le Brent et le WTI, ont augmenté de 10 \$ le baril depuis l'automne et devraient augmenter progressivement pour le reste de l'année, sous l'effet de la reprise mondiale.

Le FMI et la Banque du Canada reconnaissent tous deux qu'il existe une incertitude inhabituellement élevée concernant leurs prévisions. Des revers dans la distribution ou l'efficacité des vaccins pourraient contribuer à une nouvelle poussée du virus, ce qui pourrait entraîner de nouvelles restrictions ou de nouveaux confinements. La propagation de nouveaux variants plus contagieuses du virus pourrait également avoir des conséquences indésirables similaires.

Canada : La consommation sera le moteur de la relance post-pandémique, mais l'incertitude demeure

Le produit intérieur brut (PIB) réel du Canada a chuté de 5,5 % en 2020 en raison de la réponse à la pandémie de COVID-19. L'économie devrait regagner une bonne partie du terrain perdu en 2021 et 2022 avant de ralentir

quelque peu en 2023, en supposant que les vaccins seront disponibles pour tous les Canadiens d'ici la fin de l'année 2021 et qu'un autre confinement obligatoire ne sera pas nécessaire.

Les effets de la pandémie ont été différents selon les provinces et les industries. La Banque du Canada a également constaté que les taux de croissance trimestriels du PIB étaient instables, les provinces ayant mis en œuvre, levé, puis rétabli des mesures de confinement. L'incidence de ces restrictions a généralement été la plus grande sur les industries du secteur des services qui se caractérisent par un degré élevé de contacts personnels. L'important secteur de l'énergie du pays a également été confronté à des prix du pétrole historiquement bas, en particulier au cours du deuxième trimestre de 2020, ce qui a entraîné le report ou l'annulation de plusieurs projets d'extraction de sables bitumineux et d'extraction en mer.

Par rapport à la croissance du PIB et à l'emploi, les revenus et l'épargne ont mieux résisté grâce aux plans de relance gouvernementaux. Par conséquent, la consommation devrait jouer un rôle majeur dans la relance post-pandémique. La Banque du Canada a présumé que les ménages allaient conserver ces économies, mais la possibilité qu'elles soient dépensées – et l'ampleur de ces dépenses – représente un risque majeur pour les attentes en matière de consommation. Jusqu'à présent, les ventes au détail ont rapidement rebondi pendant les périodes où les restrictions ont été assouplies, lorsque les consommateurs ont débloqué leur demande refoulée.

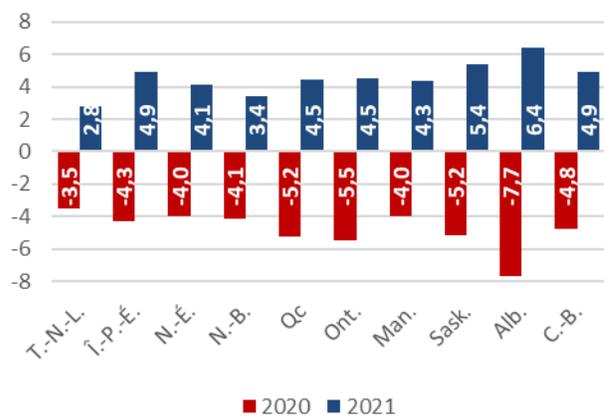
La Banque du Canada a indiqué qu'elle ne prévoyait pas d'augmenter le taux de financement à un jour avant 2023. Toutefois, les premiers signes de relance économique ont incité les marchés obligataires à prévoir une hausse des taux dès 2022. Dans son communiqué de mars, la Banque centrale a maintenu sa position initiale; une hausse transitoire de l'inflation est attendue au cours de l'année 2021, lorsque les prix en baisse de certains biens reviendront à la normale, mais elle ne sera pas révélatrice des fortes conditions sous-jacentes qui pourraient entraîner une inflation durable supérieure à l'objectif.

Pour l'avenir, une croissance raisonnablement forte est attendue pendant la période de relance. Les faibles taux d'intérêt devraient faciliter les investissements des entreprises, même si la confiance des entreprises et les taux d'utilisation des capacités mettront du temps à se rétablir complètement. La vaccination chez les partenaires commerciaux du Canada devrait favoriser la reprise des exportations. Toutefois, une grande incertitude entoure encore la production potentielle. Les effets du chômage de longue durée, des faillites et des investissements reportés ou annulés peuvent réduire le niveau de plein emploi et la productivité des travailleurs bien au-delà de la période de relance initiale.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD : l'assouplissement des restrictions et l'activité de construction devraient stimuler la croissance économique

Avant le début de la COVID-19, on s'attendait à ce que l'Île-du-Prince-Édouard arrive en tête du pays en matière de croissance économique en 2020, ce qui, d'ailleurs, aurait été la troisième année consécutive où la plus petite province du Canada aurait surpassé ses homologues provinciaux. La forte croissance de la population au cours des dernières années – plus précisément, l'immigration internationale – a été un moteur économique de premier ordre pour la province : « ...la croissance économique a été robuste et généralisée,

Figure 1 : Croissance du PIB réel (variation annuelle en %)



Source : Conference Board du Canada, Note de conjoncture provinciale : mars 2021

propulsée par une population croissante, une population active croissante, une demande intérieure accrue, une forte demande étrangère de produits et de services produits à l'Île et une augmentation des investissements ».¹

L'élan économique de l'Île s'est brusquement arrêté en raison de l'interruption de l'activité économique due à la pandémie qui a touché le monde entier. Selon les premières prévisions des prévisionnistes du secteur privé, la croissance de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) devait avoisiner les 3 % en 2020. Cependant, les estimations révisées montrent maintenant que l'économie de l'Île se contracterait de l'ordre de 3,5 %.² La production industrielle de la province a été gravement entravée par la pandémie dès son apparition, avec « ...une série d'interventions gouvernementales sans précédent liées à la COVID-19, notamment la fermeture d'entreprises non essentielles, des restrictions de voyage et des mesures de santé publique demandant aux Canadiens de limiter les interactions publiques ».³

En effet, l'important secteur touristique de la province a été sévèrement touché par la COVID-19, tout comme les industries connexes impliquant des activités en contact avec le public, telles que les services d'hébergement et de restauration, les arts, le divertissement et les loisirs, l'information et la culture, et le commerce de détail. Cependant, l'assouplissement progressif des restrictions liées à la COVID-19 et la réouverture de l'économie ont apporté un certain dynamisme à l'économie de l'Î.-P.-É., les entreprises et les lieux de travail ayant rouvert leurs portes. Par exemple, l'industrie des services d'hébergement et de restauration de l'Île – qui a été le plus durement touché par la pandémie – a bénéficié brièvement de la bulle de déplacement des provinces de l'Atlantique à la fin de 2020 avant d'être fermée en novembre en réponse à une deuxième vague de cas de COVID-19 se déplaçant dans la région et le pays. La réduction des revenus disponibles, les fermetures temporaires de magasins, la baisse du tourisme et la faiblesse du marché du travail ont limité l'activité du commerce de détail. Toutefois, certaines catégories de commerce de détail se sont mieux comportées que d'autres, notamment l'électronique et l'électroménager, les matériaux de construction, la santé et les soins personnels, ainsi que les épiceries. Cela a permis de compenser la baisse des volumes de vente au détail dans les magasins de vêtements, les stations-service et les magasins de vente de véhicules à moteur et de pièces détachées.

Dans le monde entier, le transport aérien a été fortement limité en raison de la COVID-19, ce qui a entraîné une chute de la valeur des exportations de produits manufacturés liés à l'aérospatiale de l'Î.-P.-É. Toutefois, la dépendance de l'industrie à l'égard de la transformation alimentaire et de la fabrication de produits pharmaceutiques s'est avérée essentielle pour soutenir l'économie provinciale tout au long de la crise, comme en témoigne la forte croissance de la valeur des exportations dans ces catégories particulières en 2020. Après une période d'activité réduite au début de la pandémie, l'industrie de la construction de l'Île s'est avérée être un point positif pour l'économie de l'Île, soutenue par une forte activité de construction résidentielle et non résidentielle. L'économie provinciale a également bénéficié d'une certaine croissance démographique pendant la pandémie. Bien que les restrictions limitant l'entrée dans le pays aient ralenti le rythme de la croissance

1. *Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, Prince Edward Island Budget Paper on the Economy, mars 2021.*

2. *Ibid.*

3. *Statistique Canada : Enquête sur la population active, mars 2020, 9 avril 2020.*

démographique de l'Île-du-Prince-Édouard, à 1,5 % en 2020 contre 2,5 % en 2019, la province a réussi à enregistrer le taux de croissance le plus rapide du pays.⁴

En ce qui concerne les perspectives économiques de l'Î.-P.-É., les prévisionnistes du secteur privé prévoient que l'économie locale rebondira en 2021, de 4 % en moyenne.⁵ Les principaux facteurs de croissance comprennent une croissance démographique continue, mais modérée, due à la migration internationale, une augmentation de la demande intérieure, le maintien des aides fédérales et provinciales aux entreprises et aux ménages, et une autre forte performance dans l'industrie de la construction.⁶ Le déploiement des vaccins soutiendra davantage la reprise économique « ...en raison de la levée progressive des restrictions provinciales sur l'activité économique et les voyages ». ⁷ Cela sera particulièrement important pour relancer l'industrie du transport aérien et, par conséquent, pour stimuler le secteur aérospatial de l'île, qui est en difficulté.

MARCHÉS DU TRAVAIL

CANADA : Les jeunes, les femmes et les personnes à faibles revenus sont touchés de manière disproportionnée par la COVID-19

Avant l'apparition de la pandémie de coronavirus, la solidité des marchés du travail canadiens était en mesure de soutenir la croissance dans un contexte économique difficile, caractérisé par de faibles investissements d'entreprises et une demande mondiale affaiblie par les tensions géopolitiques entre la Chine et les États-Unis.⁸ En effet, depuis la récession de 2008-2009, la croissance de l'emploi au Canada a constamment dépassé celle de la population active jusqu'en 2019, érodant la base du chômage du pays au cours de cette période. Le resserrement continu du marché du travail canadien a exercé une pression à la hausse sur les salaires, ce qui, à son tour, a suscité un certain optimisme quant aux dépenses de consommation, renforçant ainsi les perspectives de croissance du pays en 2020 et 2021.⁹

L'économie canadienne a entamé l'année 2020 à un rythme modeste, mais régulier, avant d'être prise au dépourvu par l'une des pandémies les plus graves de l'histoire récente. « Une série d'interventions gouvernementales sans précédent liées à la COVID-19 ont été mises en place, y compris la fermeture des entreprises non essentielles, des restrictions en matière de voyages et des mesures de santé publique ordonnant aux Canadiens de limiter leurs interactions publiques... ce qui a provoqué un choc soudain sur le marché du travail canadien. »¹⁰ Entre février et avril 2020, l'emploi dans le pays a chuté de plus de 15 % et le nombre de personnes au chômage a plus que doublé. En mai, le taux de chômage au Canada a atteint un niveau record de 13,7 %, attribuable aux licenciements massifs. Cette augmentation correspond à un peu

⁴ *Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, Fall Economic Update 2020, 29 septembre 2020.*

⁵ *Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, Prince Edward Island Budget Paper on the Economy, mars 2021.*

⁶ *Ibid.*

⁷ *Conference Board du Canada, Vaccines and a Recovery in Energy, Tourism, and Exports Boost Provincial Economic Activity: Provincial Outlook, mars 2021.*

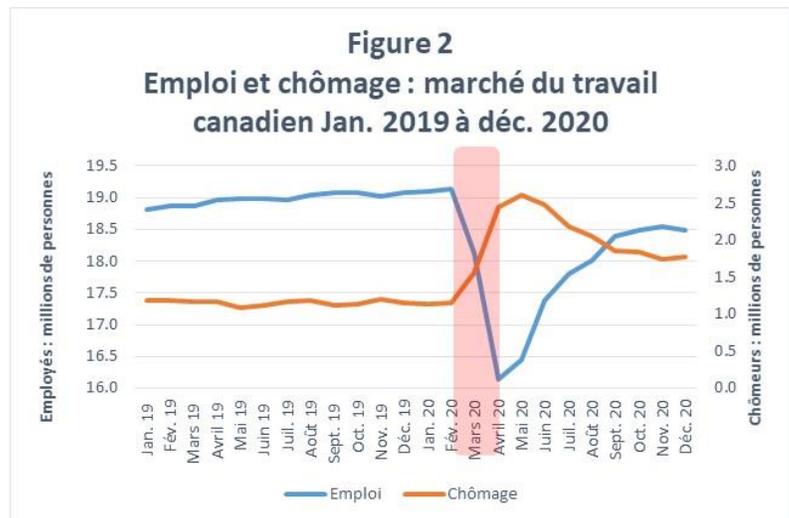
⁸ *Conference Board of Canada, Canadian Outlook Summary: Winter 2020.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Statistique Canada : Enquête sur la population active, mars 2020.*

moins de la moitié des travailleurs qui ont été mis à pied, les autres ayant totalement quitté la population active. Les jeunes (personnes âgées de 15 à 24 ans), les femmes et les travailleurs faiblement rémunérés ont été touchés de manière disproportionnée par les pertes d'emploi tout au long de la pandémie. Cela s'explique en grande partie par leur surreprésentation dans les industries qui comprennent des activités exigeant un contact avec le public ou qui ont une capacité limitée de télétravail, comme le commerce de détail, les services d'hébergement et de restauration, l'information, la culture et les loisirs, et certaines sous-industries des autres services.

L'assouplissement progressif des restrictions et la réouverture de l'économie depuis le printemps ont contribué à ouvrir la voie à la reprise pour les industries les plus touchées du marché du travail canadien – malgré quelques obstacles en raison de la résurgence des cas viraux et des nouvelles restrictions mises en place en décembre. Toutefois, en décembre 2020, l'emploi global dans le pays était remonté à 97 % de son niveau de février, avant la pandémie. Les conditions du marché du travail se sont améliorées en février 2021



après l'assouplissement des restrictions en matière de santé publique mises en place dans un certain nombre de provinces deux mois auparavant. Cela a produit un rebond respectable des emplois à temps partiel et à temps plein, avec des gains d'emploi dans les secteurs les plus touchés comme l'hébergement et les services de restauration et le commerce de détail. Le taux de chômage du pays est tombé à 8,2 %, le taux le plus bas depuis le début de la pandémie en mars dernier.

La poursuite de l'assouplissement des restrictions en matière de santé dans les provinces au cours des prochains mois, conjuguée à une croissance continue de l'emploi dans les secteurs les plus durement touchés, a été désignée comme un moteur essentiel de la reprise du marché du travail du pays au cours des deux prochaines années.¹¹ Bien que l'augmentation des cas de variants préoccupants reste un risque considérable pour les efforts de relance du pays, l'intensification des programmes de vaccination dans les provinces permet d'espérer une reprise totale du marché du travail.

Île-du-Prince-Édouard : Les industries liées au tourisme sont les plus lentes à retrouver les niveaux d'emploi d'avant la pandémie

Avant le début de la pandémie de coronavirus, les conditions du marché du travail étaient solides à l'Île-du-Prince-Édouard et en voie de connaître une autre année prospère. Les niveaux de la population active et de l'emploi ont tous deux atteint des sommets en février 2020, et le taux de chômage de l'Île s'est maintenu bien en deçà des normes historiques de la province. Un mois plus tard, en mars, les premiers effets de la pandémie

¹¹ Conference Board du Canada, *Hope at Last: Canada's Two-Year Outlook*, mars 2021.

mondiale ont fait trembler l'économie de l'Île et, en avril, le marché du travail de l'Île a ressenti toute la force de la COVID-19, la province ayant subi des baisses record de la population active et du niveau d'emploi.

Les conditions du marché du travail ont montré des signes précoces de reprise en mai, les personnes mises à pied se préparant à réintégrer le marché du travail en étant à la recherche d'un emploi. En juin, la levée progressive des mesures de santé publique et la réouverture de l'économie ont donné un coup de fouet bienvenu au marché du travail de l'Île – en particulier pour le secteur du tourisme en difficulté, grâce à la bulle de déplacement des provinces de l'Atlantique (qui permettait aux habitants de l'Atlantique de voyager dans la région sans avoir à s'isoler). En décembre, la progression du marché du travail de l'Île a connu un coup d'arrêt après l'annonce de nouveaux cas positifs dans la province, sans que l'on connaisse la source de l'épidémie. Il en a résulté un confinement temporaire de type « coupe-circuit » pour limiter la propagation de la COVID-19 – ce qui, ajouté à la fermeture de la bulle de l'Atlantique fin novembre en raison de l'augmentation des cas dans toute la région, a entraîné une contraction de la population active et des niveaux d'emploi.

Pour l'année, la population active et les niveaux d'emploi ont diminué en 2020, respectivement de 1,1 % et de 3 % par rapport à leurs niveaux record de 2019. Le nombre de chômeurs a augmenté de près de 19 %. Le taux de chômage de l'Île a grimpé à 10,5 % en moyenne en 2020, contre 8,8 % en 2019. Les femmes ont connu les plus fortes hausses du taux de chômage dans toutes les grandes catégories d'âge, en particulier la cohorte des jeunes, qui a augmenté de 8,5 points de pourcentage pour atteindre 15,9 % en 2020. Les pertes d'emploi ont été plus rapides dans les emplois offrant moins de sécurité, y compris les emplois temporaires et non syndiqués – en particulier dans les industries impliquant des activités en contact avec le public ou une possibilité limitée de travailler à domicile, comme le commerce de détail, les services d'hébergement et de restauration, l'information, la culture et les loisirs, et certaines sous-industries des autres services. Sur les 2 300 personnes de moins occupant un emploi en 2020 par rapport à 2019, les trois quarts s'expliquent par le plongeon de 30 % de l'emploi dans les services d'hébergement et de restauration. Une baisse de 6,2 % de l'emploi dans le commerce de détail a encore aggravé les pertes d'emploi d'une année à l'autre dans la province.

En ce qui concerne l'avenir, la croissance continue de la population soutiendra la population active de l'Île en 2021, qui devrait prendre de l'élan à mesure que les restrictions en matière de santé publique s'atténuent et que la bulle de l'Atlantique s'ouvre à nouveau à nos homologues de l'Atlantique – ce qui apportera une injection économique bien nécessaire au secteur du tourisme de la province, qui est malmené. À l'instar de la perspective nationale, la reprise de la province sera alimentée par des gains d'emploi dans les industries les plus durement touchées, notamment le commerce de détail, les services d'hébergement et de restauration, l'information, la culture et les loisirs, ainsi que certaines sous-industries des autres services. Il est certain que l'augmentation des cas de variants préoccupants reste un risque considérable à la baisse, et qu'un déploiement plus rapide des vaccinations dans la province sera essentiel non seulement pour atténuer ce risque, mais aussi pour la mise en œuvre de mesures frontalières plus souples au-delà de la bulle de l'Atlantique.

PRINCIPAUX DÉFIS TOUCHANT LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Tendances démographiques

Le vieillissement de la population est plus rapide dans la région de l'Atlantique que dans le reste du Canada. À mesure que l'ensemble de la classe d'âge des baby-boomers atteint l'âge de 65 ans, le vieillissement s'accélénera au Canada atlantique au cours des prochaines décennies. Pour l'Î.-P.-É., le rapport de dépendance total¹² continue d'augmenter dans la province, uniquement en raison de l'augmentation du rapport de dépendance des personnes âgées.¹³ De plus, les estimations préliminaires de la population de l'Île-du-Prince-Édouard au 1^{er} juillet 2020 indiquent que c'est la troisième année que les décès sont plus nombreux que les naissances dans la province (en raison de la baisse des taux de fécondité) – une tendance conforme aux autres provinces de l'Atlantique. Toutes les autres provinces et tous les autres territoires canadiens continuent d'avoir un accroissement naturel positif.¹⁴ En ce qui concerne la migration interprovinciale, les projections démographiques produites par le Bureau de la statistique de l'Île-du-Prince-Édouard prévoient une perte nette sur son horizon de prévision.

En effet, ces tendances démographiques ont des répercussions considérables sur la gestion des pensions et des demandes de soins de santé, et les répercussions de l'accélération des tendances en matière de retraite sur les écarts de main-d'œuvre dans la province sont particulièrement préoccupantes. Il va sans dire que les efforts visant à accroître la population en âge de travailler de la province – et, par conséquent, à alléger le fardeau des personnes âgées à l'avenir – continueront de dépendre de l'immigration internationale.¹⁵ En ce qui concerne la pandémie et les restrictions frontalières qui en découlent, la base de population de l'Île a augmenté en 2020, de 1,5 % par rapport à 2019. Malgré le ralentissement du rythme de croissance en 2020, par rapport à la croissance de 2,3 % des trois années précédentes, il s'agit en moyenne de la croissance la plus rapide parmi les provinces.

Dynamique rurale

Les défis qui touchent les communautés rurales comprennent la forte incidence de l'emploi saisonnier dans les industries primaires, la fabrication (c'est-à-dire la transformation des fruits de mer) et les industries liées au tourisme. Un taux de chômage et un recours à l'assurance-emploi plus élevés, des salaires plus bas et un niveau d'instruction plus faible, par rapport aux centres urbains, sont des défis typiques des marchés du travail ruraux. « Les zones rurales sont généralement plus vulnérables aux impacts économiques de la pandémie que les zones urbaines en raison de leur plus grande dépendance vis-à-vis des industries les plus touchées par la COVID-19. »¹⁶

¹² Rapport entre les personnes âgées de moins de 15 ans et celles âgées de 65 ans et plus et la population en âge de travailler (15-64 ans).

¹³ Bureau des statistiques de l'Î.-P.-É., *Prince Edward Island Population Report 2020*, janvier 2021.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Bureau des statistiques de l'Î.-P.-É., *Prince Edward Island Population Projections 2021-2060*, mars 2021.

¹⁶ Conseil économique des provinces de l'Atlantique, *Atlantic Canada Regional COVID-19 Vulnerability Report*, février 2021.

L'exode des jeunes travailleurs des régions rurales à la recherche de meilleures possibilités économiques dans les zones urbaines, associé au vieillissement rapide de la population rurale, signifie que les communautés rurales doivent faire face à une diminution de la population en âge de travailler. Ces tendances ont affecté la composition de la population active et la disponibilité de la main-d'œuvre dans les communautés rurales. Les stratégies potentielles que les communautés rurales peuvent entreprendre pour faire face à cette dynamique difficile comprennent l'élaboration d'un plan visant à recruter, retenir et intégrer les travailleurs (immigrants) pour répondre aux besoins de la main-d'œuvre locale; cibler les groupes sous-représentés, par exemple en travaillant avec les communautés autochtones pour pourvoir les postes vacants; déterminer et promouvoir les occasions de développement économique; et augmenter les investissements des entreprises et l'automatisation pour soutenir les opérations.¹⁷

La reprise de l'emploi des jeunes tarde

La pandémie a eu un impact disproportionné sur les jeunes parce qu'une plus grande partie d'entre eux étaient employés dans les industries liées au tourisme les plus durement touchées, à savoir les services d'hébergement et de restauration, le commerce de détail et l'information, la culture et les loisirs. Plus de la moitié de la perte globale d'emplois en 2020 a été attribuée aux jeunes – notamment dans les emplois à temps partiel. En décembre 2020, les travailleurs du principal groupe d'âge actif ont récupéré la quasi-totalité de leur emploi d'avant la COVID-19, et les travailleurs plus âgés ont atteint 93 % de leur niveau de février 2020. Les jeunes, en revanche, sont restés à la traîne, n'ayant récupéré que 83 % du taux d'emploi de ce groupe avant la COVID-19.

De nombreux jeunes ont eu du mal à trouver un emploi pendant les mois d'été, ce qui a entraîné un taux de chômage moyen de 22 % de mai à août 2020, à comparer à un taux de chômage de 8,9 % pendant la même période il y a un an. Pour l'ensemble de 2020, le taux de chômage des jeunes s'est établi en moyenne à 16,8 %, soit une hausse de près de six points de pourcentage d'une année à l'autre. « Le niveau élevé du chômage des jeunes suggère que l'impact négatif à long terme sur les revenus futurs pourrait être important... cet « effet de stigmatisation » bien établi peut également avoir des répercussions à court terme, notamment sur l'accès au logement et la capacité à rembourser les prêts étudiants ».¹⁸ À l'avenir, avec l'assouplissement des restrictions en matière de santé publique et la réouverture potentielle de la bulle de l'Atlantique à nos homologues de l'Atlantique – ce qui donnera un coup de pouce au secteur touristique de la province – les résultats du marché du travail pour les jeunes pourraient s'améliorer grâce aux gains d'emploi prévus dans les industries touristiques les plus touchées.

Pénurie de main-d'œuvre

Le vieillissement de la population continue de s'accélérer et, avec lui, les départs à la retraite. Ces facteurs, associés à de faibles taux de fécondité, servent à limiter la croissance de la population active à l'Î.-P.-É. Même si la province a réussi récemment à attirer des immigrants internationaux, la population active de l'Île n'a

¹⁷ Conseil économique des provinces de l'Atlantique, *Dynamique dans les centres urbains et en milieu rural au Canada atlantique*, février 2021.

¹⁸ Conseil économique des provinces de l'Atlantique, *Demographic & Diversity Impacts of COVID-19 in Atlantic Canada*, novembre 2020.

augmenté que de 0,9 % par année en moyenne au cours de la dernière décennie, en grande partie à cause de la croissance continue de la participation des travailleurs âgés. Comme le rythme des départs à la retraite dépasse celui de la population active, il est plus difficile pour les employeurs de pourvoir les postes vacants. Les pénuries de main-d'œuvre existent dans un large éventail de professions qualifiées et non qualifiées – ces dernières étant un problème chronique pour les employeurs de la province. Cependant, les employeurs de l'île continuent de s'appuyer sur le programme des travailleurs étrangers temporaires (TET) pour pourvoir les emplois temporaires lorsque les travailleurs locaux ne sont pas disponibles. Les professions qui dépendent le plus du programme des TET à l'Î.-P.-É. comprennent les travailleurs des usines de poisson et de fruits de mer, les ouvriers agricoles et les conducteurs de camions de transport. Au début de la pandémie, la fermeture de la frontière canadienne a créé de l'incertitude pour les employeurs et a entraîné des retards et des complications dans l'embauche internationale.

La province connaît une pénurie constante de main-d'œuvre qualifiée, en particulier dans divers domaines liés à la santé et dans les métiers de la construction. Dans le cas des aides-soignants résidents, par exemple, la rotation du personnel a augmenté pendant la pandémie, car certains travailleurs ont quitté leur lieu de travail pour s'occuper de membres du foyer immunodéprimés, et d'autres ont opté pour une retraite anticipée afin d'éviter le risque d'exposition à la COVID-19. L'industrie de la construction a signalé une pénurie continue de main-d'œuvre qualifiée dans divers métiers – ce qui est problématique si l'on considère que les perspectives économiques de la province sont soutenues en grande partie par une croissance continue de l'activité de construction. Les stratégies potentielles visant à remédier aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée dans la province comprennent la poursuite de l'attraction, de l'intégration et du maintien en poste des travailleurs internationaux; l'harmonisation des programmes de formation afin de fournir les compétences recherchées par les employeurs; et l'amélioration de l'information sur le marché du travail afin que les chercheurs d'emploi soient conscients des possibilités offertes et des compétences recherchées par les employeurs.¹⁹

Remarque : Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

Préparé par : Direction de l'analyse de l'information sur le marché du travail, Service Canada, Île-du-Prince-Édouard

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec l'équipe de l'IMT à : http://www.esdc.gc.ca/cgi-bin/contact/edsc-esdc/fra/contactez_nous.aspx?section=imt

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2021, tous droits réservés

¹⁹ The Employment Journey, Atlantic Canada's Labour Challenge and Economic Forecast, décembre 2019.